



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 335
portant création de secteurs d'information sur les sols sur le territoire
de la communauté de communes du Pays des Herbiers

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L.125-6 et L.125-7, R.125-41 à R.125-47 ;

Vu l'article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols ;

Vu le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des secteurs d'information sur les sols ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 janvier 2020 proposant la création de secteurs d'information sur les sols sur les communes des Herbiers, de Beaurepaire et des Epesses ;

Vu l'absence d'avis de la commune des Herbiers ;

Vu l'absence d'avis de la commune de Beaurepaire ;

Vu l'absence d'avis de la commune des Epesses ;

Vu le courrier de la communauté de communes du Pays des Herbiers en date du 14 juin 2019 ;

Vu l'information des propriétaires concernés par le projet de création de secteurs d'information sur les sols par courriers du 26 septembre 2019 ;

Vu les observations du public recueillies entre le 1^{er} octobre 2019 et le 3 novembre 2019, puis entre le 25 novembre 2019 et le 12 janvier 2020 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 13 février 2020 ;

Considérant que les activités exercées par les anciens sites miniers uranifères EMENTRUERE, LA GORIANDIERE et EDRILLERE aux Herbiers, l'ancienne décharge des Herbiers, l'ancien site minier uranifère LA GODARDIERE à Beaurepaire, l'ancien centre d'enfouissement technique aux Epesses sont à l'origine de pollution des sols et/ou des eaux souterraines ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'Etat sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

ARRÊTE :

Article 1 – Généralités

Conformément à l'article R.125-45 du code de l'environnement, les secteurs d'information des sols (SIS) suivants sont créés :

- SIS n°85SIS08324 relatif à l'ancien site minier uranifère d'EMENTRUERE aux Herbiers
- SIS n°85SIS08328 relatif à l'ancien minier uranifère de LA GORIANDIERE aux Herbiers
- SIS n°85SIS08331 relatif à l'ancien minier uranifère d'EDRILLERE aux Herbiers

- SIS n°85SIS10936 relatif au site de l'ancienne décharge aux Herbiers
- SIS n°85SIS08327 relatif à l'ancien minier uranifère LA GODARDIERE à Beaurepaire
- SIS n°85SIS10962 relatif à l'ancien centre d'enfouissement technique aux Epesses.

Ces secteurs d'informations des sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Urbanisme

Les secteurs d'information des sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>.

Les fiches des secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexées au plan local d'urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur des communes des Herbiers, de Beaurepaire et des Epesses.

Article 3 – Notification

Conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié au maire des communes des Herbiers, de Beaurepaire et des Epesses et au président de la communauté de communes du Pays des Herbiers compétent en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale dont le territoire comprend des secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article 1.

Article 4 – Publicité

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège des mairies des Herbiers, de Beaurepaire et des Epesses et au siège de la communauté de communes du Pays des Herbiers.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Vendée.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1) dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>.

Article 6 – Application

Le secrétaire général de la préfecture de Vendée, le maire des Herbiers, le maire de Beaurepaire, le maire des Epesses, le président de la communauté de communes du Pays des Herbiers, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche sur Yon, le - 2 JUIN 2020

Le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT